

Art. 27.**B. Uitgaven :**

De op genoemde rekening vastgestelde uitgaven bedragen – BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel V B2, kolom 4) :

lopende verrichtingen – BEF

kapitaalverrichtingen – BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1989 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten : 40.000.000 BEF

2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V B3) : – BEF

3. definitief te annuleren : 40.000.000 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1989, op – BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V B2, kolom 4).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

Nota's

(1) Zitting 2001-2002.

Stukken van de Raad, 300 (2001-2002). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 juli 2002.

Bespreking – Stemming.

F. 2002 — 3713

[C – 2002/27966]

8 JUILLET 2002. — Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 1990 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — Services d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 1990 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 6, à la somme de 34.862.489.148 francs.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Conseil régional wallon pour les engagements de l'année budgétaire 1990 s'élèvent au total à 35.222.600.000 francs, conformément au tableau A, colonne 5.

Ce montant alloué par les décrets budgétaires se ventile comme suit (tableau A, colonnes 1, 2 et 3) :

a. budget initial	33.223.500.000 F
b. ajustements de crédits : - augmentations	2.469.200.000 F
- diminutions	470.100.000 F

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 1990 est réduit conformément au tableau A, colonne 9, d'un montant de 360.110.852 francs, qui est annulé en vertu des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963.

Art. 4. Par suite des dispositions reprises aux articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits dissociés d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1990 sont fixés à 34.862.489.148 francs, somme égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 6 et 10).

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget régional

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés en faveur de la Région wallonne, pour l'année budgétaire 1990, s'élèvent, d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de – francs.

Cette somme se répartit comme suit :

recettes non ventilées	– F
recettes courantes	– F
recettes de capital	– F
produits des emprunts	– F

Art. 6. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire s'élèvent au total à 82.887.492.352 francs, conformément au tableau B, colonne 4.

Cette somme se décompose comme suit :

recettes non ventilées (courantes et de capital)	– F
recettes courantes	77.932.950.670 F
recettes de capital	4.954.541.682 F
produits d'emprunts	– F

Art. 7. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à – francs (tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 1990 sont arrêtés comme suit (tableau C, colonnes 7, 8 et 9) :

A. pour les dépenses courantes :

Crédits non dissociés 73.228.746.323 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 4.193.954.374 F

b. prestations de l'année en cours 69.034.791.949 F

Crédits d'ordonnement 6.499.178.385 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 1.077.830.804 F

b. prestations de l'année en cours 5.421.347.581 F

B. pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 3.777.291.261 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 29.934.432 F

b. prestations de l'année en cours 3.747.356.829 F

Crédits d'ordonnement 18.428.227.044 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 5.689.318.293 F

b. prestations de l'année en cours 12.738.908.751 F

Total des ordonnancements 101.933.443.013 F

Art. 9. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 1990, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :

Crédits non dissociés 73.224.962.388 F

Crédits d'ordonnement 6.489.551.777 F

B. pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 3.777.266.303 F

Crédits d'ordonnement 18.427.792.211 F

Total (tableau C, colonne 10) 101.919.572.679 F

Art. 10. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	3.783.935 F
Crédits d'ordonnement	9.626.608 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	24.958 F
Crédits d'ordonnement	434.833 F
Total (tableau C, colonne 11)	13.870.334 F

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts au Conseil régional wallon et affectés par ce Conseil s'élèvent à (tableau C, colonne 6) :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	87.654.688.723 F
Crédits d'ordonnement	7.452.000.000 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	4.655.549.877 F
Crédits d'ordonnement	20.657.600.000 F
Total	120.419.838.600 F

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit (tableau C, colonnes 2, 3 et 4) :

1. Budget initial :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	67.449.900.000 F
Crédits d'ordonnement	6.693.800.000 F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	4.030.000.000 F
Crédits d'ordonnement	20.545.900.000 F
Total	98.719.600.000 F

2. Ajustements des crédits : résultats nets :

Augmentations (résultats positifs) :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	2.992.400.000 F
Crédits d'ordonnement	888.900.000 F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	110.300.000 F
Crédits d'ordonnement	119.600.000 F
Total	4.111.200.000 F

Diminutions (résultats négatifs) :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	95.700.000 F
Crédits d'ordonnement	130.700.000 F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	287.200.000 F
Crédits d'ordonnement	7.900.000 F
Total	521.500.000 F

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 1989, en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 et des dispositions spéciales, s'établissent comme suit (tableau C, colonne 5) :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	17.308.088.723 F
Crédits d'ordonnement	- F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	802.449.877 F
Crédits d'ordonnement	- F
Total	18.110.538.600 F

Art. 12. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1990 est réduit (tableau C, colonnes 13 et 14) :

1. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire 1991 a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 :

A. opérations courantes :	
Crédits non dissociés	4.317.343.401 F
Crédits d'ordonnement	- F
B. opérations de capital :	
Crédits non dissociés	628.473.807 F
Crédits d'ordonnement	- F
Total	4.945.817.208 F

2. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :

A. opérations courantes :	
Crédits non dissociés	10.084.004.090 F
Crédits d'ordonnement	952.821.615 F
B. opérations de capital :	
Crédits non dissociés	274.784.809 F
Crédits d'ordonnement	2.229.372.956 F
Total	13.540.983.470 F

La répartition des crédits reportés est maintenue dans le budget de 1991.

Art. 13. Des crédits complémentaires pour un montant de 405.091 francs sont alloués pour couvrir les dépenses en plus ou au-delà des crédits de l'année budgétaire 1990 (tableau C, colonne 12).

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13 du présent décret, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1990 sont fixés comme suit :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	73.228.746.323 F
Crédits d'ordonnement	6.499.178.385 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	3.777.291.261 F
Crédits d'ordonnement	18.428.227.044 F
Total	101.933.443.013 F

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonnes 7 et 15.

Art. 15. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de l'année budgétaire 1990, tel qu'il ressort des articles 6 et 14 ci-dessus, est :

Recettes	82.887.492.352 F
Dépenses	101.933.443.013 F
Excédent de dépenses pour l'année 1990	19.045.950.661 F

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget pour l'année 1990

Art. 16. Les recettes de l'année budgétaire 1990, enregistrées à la section particulière du budget, s'élèvent à 2.533.077.777 francs, conformément au tableau E ci-annexé, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

Recettes courantes	1.498.037.257 F
Recettes de capital	974.267.249 F
Budget 62 : Affaires étrangères	60.773.271 F

Art. 17. Les dépenses de l'année budgétaire 1990, imputées sur la section particulière du budget, s'élèvent à 2.206.555.481 francs (tableau E, colonne 7).

Ce montant se décompose comme suit :

Dépenses courantes	1.261.956.123 F
Dépenses de capital	927.847.666 F
Budget 62 : Affaires étrangères	16.751.692 F

Art. 18. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de la section particulière du budget de l'année budgétaire 1990, se montent à la somme de 2.175.456.370 francs (tableau E, colonne 5) :

pour les dépenses courantes	1.230.857.012 F
pour les dépenses de capital	927.847.666 F
pour le budget 62 : Affaires étrangères	16.751.692 F

Art. 19. Les paiements imputés à charge de la section particulière du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

pour les dépenses courantes	31.099.111 F
pour les dépenses de capital	- F
Total (tableau E, colonne 6)	31.099.111 F

Art. 20. Le résultat général des recettes et des dépenses de la section particulière du budget de l'année 1990, tel qu'il ressort des articles 16 et 17 ci-dessus, est :

Recettes	2.533.077.777 F
Dépenses	2.206.555.481 F
Excédent de recettes pour l'année 1990	326.522.296 F

L'excédent général des recettes constaté au 1^{er} janvier 1990 pour un montant de 3.507.057.653 francs est par conséquent augmenté de la somme de 326.522.296 francs.

Il en résulte un excédent de recettes constaté au 31 décembre 1990 de 3.833.579.949 francs.

Les soldes des articles de la section particulière (tableau E, colonne 9) sont transférés au compte de l'année budgétaire 1991.

CHAPITRE IV — Résultats cumulés

Art. 21. Tous services réunis, budget et section particulière, les résultats cumulés du budget de 1990 se présentent comme suit (cf. articles 15 et 20 ci-dessus) :

Budget :	excédent de dépenses	19.045.950.661 F
Section particulière :	excédent de recettes	326.522.296 F
Total :	excédent de dépenses	18.719.428.365 F

Deuxième partie - opérations effectuées en exécution
des budgets des entreprises régionales
du ressort de la Région wallonne

TITRE V.— Entreprises régionales

A. Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.)

L'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.), créée par décret du 2 juillet 1989, a repris au 1^{er} janvier 1990 les droits et obligations de l'Entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont » conformément au prescrit de l'article 4, § 1^{er}, deuxième alinéa, du décret précité.

Le règlement définitif du budget de l'« Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.) » s'établit pour l'année budgétaire 1990 comme suit :

Art. 22.

A. Engagements :

Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget de l'année budgétaire 1990 s'élèvent à la somme de 239.365.168 francs (tableau V A2, colonne 4).

Les crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget précité s'élèvent à la somme de 347.300.000 francs (tableau V A2, colonne 3).

Les crédits d'engagement non utilisés, soit 107.934.832 francs, sont annulés (tableau V A2, colonne 5).

Art. 23.

B. Recettes :

Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 1990 s'élèvent au total à 445.527.135 francs, conformément au tableau V A1, colonne 3.

Ce montant se décompose comme suit :

opérations courantes :	238.167.310 F
opérations de capital :	207.359.825 F

Art. 24.

C. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à 445.527.135 francs.

Ce montant se décompose comme suit (tableau V A3, colonne 4) :

opérations courantes	238.167.310 F
opérations en capital	207.359.825 F

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1990 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	594.600.000 F
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau V A4) :	60.294.174 F
3. à annuler définitivement :	209.367.039 F

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1990, à 445.527.135 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau V A3, colonne 4).

Art. 25. Le résultat définitif du budget de l'année 1990, tel qu'il ressort des articles 23 et 24 du présent décret, s'établit comme suit :

Recettes	445.527.135 F
Dépenses	445.527.135 F

L'année budgétaire 1990 se clôture donc par un solde nul.

B. OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS (O.R.W.D.)

Le règlement définitif du budget de l'« Office régional wallon des déchets » (O.R.W.D.) s'établit pour l'année budgétaire 1990 comme suit :

Art. 26.

A. Engagements :

Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget de l'année budgétaire 1990 s'élèvent à la somme de – francs (tableau V B2, colonne 4).

Les crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget précité s'élèvent à la somme de 15.000.000 francs (tableau V B2, colonne 3).

Les crédits d'engagement non utilisés, soit 15.000.000 francs, sont annulés (tableau V B2, colonne 5).

Art. 27.

B. Recettes :

Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 1990 s'élèvent au total à 200.000 francs, ainsi qu'il ressort du tableau V B1, colonne 3.

Art. 28.

C. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à – francs.

Ce montant se décompose comme suit (tableau V B2, colonne 4) :

opérations courantes	– F
opérations en capital	– F

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1990

s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	100.000.000 F
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau V B3) :	– F
3. à annuler définitivement :	100.000.000 F

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1990, à – francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau V B2, colonne 4).

Art. 29. Le résultat définitif du budget de l'année 1990, tel qu'il ressort des articles 27 et 28 du présent décret, s'établit comme suit :

Recettes	200.000 F
Dépenses	– F

L'année budgétaire 1990 se clôture donc par un excédent de recettes de 200.000 francs.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

(1) Session 2001-2002.
Documents du Conseil 301 (2001-2002). N^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du 8 juillet 2002.
 Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3713

[C — 2002/27966]

8. JULI 2002 — Dekret zur endgültigen Abrechnung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1990 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TEIL 1 — Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Regierung

KAPITEL I — Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen

§ 1. Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Mittel

Artikel 1 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1990 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle A, Spalte 6, auf 34.862.489.148 BEF.

§ 2. Festlegung der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen

Art. 2 - Die aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Regionalrat für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 1990 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle A, Spalte 5, auf 35.222.600.000 BEF.

Dieser durch die Haushaltsdekrete bereitgestellte Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle A, Spalten 1, 2 und 3):

a. ursprünglicher Haushaltsplan	33.223.500.000 BEF
b. Anpassungen der Haushaltsmittel: - Erhöhungen	2.469.200.000 BEF
- Verringerungen	470.100.000 BEF

Art. 3 - Der Gesamtbetrag der für das Haushaltsjahr 1990 verteilten Verpflichtungsermächtigungen wird entsprechend der Tabelle A, Spalte 9 um einen Betrag von 360.110.852 BEF, der aufgrund der Artikel 17 und 18 der am 17. Juli 1991 koordinierte Gesetze über die Staatsbuchführung annulliert wird, verringert.

Art. 4 - Gemäß den Bestimmungen der obenstehenden Artikel 2 und 3 werden die endgültigen aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1990 auf 34.862.489.148 BEF festgesetzt; dieser Betrag entspricht den zu Lasten des Haushaltsjahres eingetragenen Verpflichtungen (Tabelle A, Spalten 6 und 10).

KAPITEL II — Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1. Festlegung der Einnahmen

Art. 5 - Die festgestellten Ansprüche zugunsten der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1990 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle B, Spalte 3, auf den Betrag von – BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Nicht aufgegliederte Einnahmen	– BEF
Laufende Einnahmen	– BEF
Kapitaleinnahmen	– BEF
Erträge der Anleihen	– BEF

Art. 6 - Die für das Haushaltsjahr bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle B, Spalte 4, auf 82.887.492.352 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Nicht aufgegliederte Einnahmen (laufende und Kapitaleinnahmen)	– BEF
Laufende Einnahmen	77.932.950.670 BEF
Kapitaleinnahmen	4.954.541.682 BEF
Erträge von Anleihen	– BEF

Art. 7 - Die festgestellten Ansprüche, die zum Abschluss des Haushaltsjahres einzunehmen sind, belaufen sich auf – BEF (Tabelle B, Spalten 5, 6 und 7).

§ 2. Festlegung der Ausgaben

Art. 8 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 1990 werden wie folgt festgelegt (Tabelle C, Spalten 7, 8 und 9):

A. Für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel	73.228.746.323 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	4.193.954.374 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	69.034.791.949 BEF
Ausgabeermächtigungen	6.499.178.385 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	1.077.830.804 BEF

b. Leistungen des laufenden Jahres	5.421.347.581 BEF
A. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	3.777.291.261 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	29.934.432 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	3.747.356.829 BEF
Ausgabeermächtigungen	18.428.227.044 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	5.689.318.293 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	12.738.908.751 BEF
Gesamtbetrag der Ausgabenanweisungen	101.933.443.013 BEF

Art. 9 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 1990 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	73.224.962.388 BEF
Ausgabeermächtigungen	6.489.551.777 BEF
A. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	3.777.266.303 BEF
Ausgabeermächtigungen	18.427.792.211 BEF
Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 10)	101.919.572.679 BEF

Art. 10 - Die zu Lasten des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	3.783.935 BEF
Ausgabeermächtigungen	9.626.608 BEF
A. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	24.958 BEF
Ausgabeermächtigungen	434.833 BEF
Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 11)	13.870.334 BEF

§ 3. Festlegung der Zahlungskredite

Art. 11 - Die Zahlungskredite, die vom Wallonischen Regionalrat bereitgestellt worden sind und deren Verwendungszweck der Rat festgelegt hat, betragen (Tabelle C, Spalte 6):

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	87.654.688.723 BEF
Ausgabeermächtigungen	7.452.000.000 BEF
A. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	4.655.549.877 BEF
Ausgabeermächtigungen	20.657.600.000 BEF
Gesamtbetrag	120.419.838.600 BEF

Diese Beträge enthalten:

1) Die Zahlungskredite, deren Verwendungszweck in den Haushaltsdekreten festgelegt wird, und die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalten 2, 3 und 4):

1. ursprünglicher Haushaltsplan:	
A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	67.449.900.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	6.693.800.000 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	4.030.000.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	20.545.900.000 BEF
Gesamtbetrag	98.719.600.000 BEF
2. Anpassungen der Mittel: Nettoergebnisse:	
Erhöhungen (positive Ergebnisse):	
A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	2.992.400.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	888.900.000 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	110.300.000 BEF

Ausgabeermächtigungen	119.600.000 BEF
Gesamtbetrag	4.111.200.000 BEF
Verringerungen (negative Ergebnisse):	
A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	95.700.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	130.700.000 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	287.200.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	7.900.000 BEF
Gesamtbetrag	521.500.000 BEF

II. Die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates vom Haushaltsjahr 1985 übertragenen Zahlungskredite, die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalte 5):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	17.308.088.723 BEF
Ausgabeermächtigungen	– BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	802.449.877 BEF
Ausgabeermächtigungen	– BEF
Gesamtbetrag	18.110.538.600 BEF

Art. 12 - Der Betrag der für das Haushaltsjahr 1990 bereitgestellten und aufgeteilten Zahlungskredite wird wie folgt verringert (Tabelle C, Spalten 13 und 14):

1. in Höhe der nicht beanspruchten Zahlungskredite, die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf das Haushaltsjahr 1991 übertragen wurden:

A. Laufende Geschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	4.317.343.401 BEF
Ausgabeermächtigungen	– BEF
B. Kapitalgeschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	628.473.807 BEF
Ausgabeermächtigungen	– BEF
Gesamtbetrag	4.945.817.208 BEF

2. in Höhe der verfügbar gebliebenen Zahlungskredite, die annulliert werden:

A. Laufende Geschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	10.084.004.090 BEF
Ausgabeermächtigungen	952.821.615 BEF
B. Kapitalgeschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	274.784.809 BEF
Ausgabeermächtigungen	2.229.372.956 BEF
Gesamtbetrag	13.540.983.470 BEF

Die Aufteilung der übertragenen Haushaltsmittel wird im Haushaltsplan 1991 beibehalten.

Art. 13 - Es werden zusätzliche Haushaltsmittel in Höhe von 405.091 BEF bewilligt zur Deckung der zusätzlichen Ausgaben oder der Ausgaben, die die Mittel des Haushaltsjahres 1990 überschreiten (Tabelle C, Spalte 12).

Art. 14 - Gemäß den Bestimmungen der Artikel 11, 12 und 13 des vorliegenden Dekrets werden die endgültigen Mittel des Haushaltsjahres 1990 wie folgt festgesetzt:

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	73.228.746.323 BEF
Ausgabeermächtigungen	6.499.178.385 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	3.777.291.261 BEF
Ausgabeermächtigungen	18.428.227.044 BEF
Gesamtbetrag	101.933.443.013 BEF

Diese Beträge stimmen mit den zu Lasten des Haushaltsjahres getätigten Geschäften überein, entsprechend der Tabelle C, Spalten 7 und 15.

Art. 15 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990, so wie es sich aus den Artikeln 6 und 14 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	82.887.492.352 BEF
Ausgaben	101.933.443.013 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1990	19.045.950.661 BEF

KAPITEL III — Einnahmen und Ausgaben zur Ausführung
des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes für das Jahr 1990

Art. 16 - Die im Sonderabschnitt des Haushaltsplanes eingetragenen Einnahmen des Haushaltsjahres 1990 belaufen sich, entsprechend der beiliegenden Tabelle E, Spalte 4, auf 2.533.077.777 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Einnahmen	1.498.037.257 BEF
Kapitaleinnahmen	974.267.249 BEF
Haushalt 62: auswärtige Angelegenheiten	60.773.271 BEF

Art. 17 - Die Ausgaben des Haushaltsjahres 1990 zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes belaufen sich auf 2.206.555.481 BEF (Tabelle E, Spalte 7).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Ausgaben	1.261.956.123 BEF
Kapitalausgaben	927.847.666 BEF
Haushalt 62: auswärtige Angelegenheiten	16.751.692 BEF

Art. 18 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf den Betrag von 2.175.456.370 BEF (Tabelle E, Spalte 5):

für die laufenden Ausgaben:	1.230.857.012 BEF
für die Kapitalausgaben:	927.847.666 BEF
Haushalt 62: auswärtige Angelegenheiten	16.751.692 BEF

Art. 19 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

für die laufenden Ausgaben:	31.099.111 BEF
für die Kapitalausgaben:	- BEF
Gesamtbetrag (Tabelle E, Spalte 6)	31.099.111 BEF

Art. 20 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990, so wie es sich aus den Artikeln 16 und 17 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	2.533.077.777 BEF
Ausgaben	2.206.555.481 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1986	326.522.296 BEF

Dem allgemeinen, am 1. Januar 1990 festgestellten Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 3.507.057.653 BEF wird infolgedessen der Betrag von 326.522.296 BEF hinzugefügt.

Es ergibt sich ein am 31. Dezember 1990 festgestellter Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 3.833.579.949 BEF.

Die Saldi der Artikel des Sonderabschnitts (Tabelle E, Spalte 9) werden auf die Rechnung des Haushaltsjahres 1991 übertragen

KAPITEL IV — Kumulierte Haushaltsergebnisse

Art. 21 - Insgesamt, Haushalt (einschließlich der variablen Mittel) und Sonderabschnitt zusammengefügt, wurden die nachfolgenden kumulierten Ergebnisse des Haushaltsplanes 1990 erzielt (s. oben stehende Artikel 15 und 20):

Haushalt: Mehrbetrag der Ausgaben	19.045.950.661 BEF
Sonderabschnitt: Mehrbetrag der Einnahmen	326.522.296 BEF
Gesamtbetrag: Mehrbetrag der Ausgaben	18.719.428.365 BEF

TEIL 2 — Verrichtungen zur Ausführung der Haushaltspläne der regionalen Einrichtungen,
die der Zuständigkeit der Wallonischen Region unterliegen

TITEL V — Regionale Unternehmen

A. "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für die Herstellung und Zuleitung des Wassers) (ERPE)

Dieses durch Dekret vom 2. Juli 1987 errichtete regionale Unternehmen hat am 1. Januar 1990 gemäß den Bestimmungen von Artikel 4, § 1, Absatz 2 des vorerwähnten Dekrets die Rechte und Verpflichtungen des Staatsunternehmens "Staudammkomplex von Nisramont" übernommen.

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des regionalen Unternehmens "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" wird für das Haushaltsjahr 1990 wie folgt erstellt:

Art. 22 -

A. Verpflichtungen:

Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der in Titel V des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990 bereitgestellten Verpflichtungsermächtigungen belaufen sich auf 239.365.168 BEF (Tabelle V A2, Spalte 4).

Die Verpflichtungsermächtigungen, die in Titel V des vorgenannten Haushaltsplans bereitgestellt wurden, belaufen sich auf 347.300.000 BEF (Tabelle V A2, Spalte 3).

Die nicht beanspruchten Mittel in Höhe von 107.934.832 BEF werden annulliert (Tabelle V A2, Spalte 5).

Art. 23 -**B. Einnahmen**

Die für das Haushaltsjahr 1990 gebuchten Einnahmen belaufen sich, wie sich aus der beiliegenden Tabelle V A1, Spalte 3 ergibt, auf 445.527.135 BEF.

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

Laufende Geschäfte:	238.167.310 BEF
Kapitalgeschäfte:	207.359.825 BEF

Art. 24 -**C. Ausgaben:**

Die in der besagten Rechnung festgestellten Ausgaben belaufen sich auf 445.527.135 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle V A3, Spalte 4):

Laufende Geschäfte	238.167.310 BEF
Kapitalgeschäfte	207.359.825 BEF

Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 1990 setzen sich wie folgt zusammen:

1. durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel:	594.600.000 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle V A4):	60.294.174 BEF
3. endgültig zu annullieren:	209.367.039 BEF

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 1990 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 445.527.135 BEF. Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle V A3, Spalte 4).

Art. 25 - Das Endergebnis des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990, so wie es sich aus den Artikeln 23 und 24 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	445.527.135 BEF
Ausgaben	445.527.135 BEF

Das Haushaltsjahr 1990 wird also mit einem Saldo, der gleich Null ist, abgeschlossen.

B. "Office regional Wallon des dechets" (Wallonisches Regionalamt für abfälle) (O.R.W.D.)

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des regionalen Unternehmens "Office régional wallon des dechets" wird für das Haushaltsjahr 1990 wie folgt erstellt:

Art. 26 -**A. Verpflichtungen**

Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der in Titel V des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990 bereitgestellten Verpflichtungsermächtigungen belaufen sich auf – BEF (Tabelle V B2, Spalte 4).

Die Verpflichtungsermächtigungen, die in Titel V des vorgenannten Haushaltsplans bereitgestellt wurden, belaufen sich auf 15.000.000 BEF (Tabelle V B2, Spalte 3).

Die nicht beanspruchten Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 15.000.000 BEF werden annulliert (Tabelle V B2, Spalte 5).

Art. 27 -**B. Einnahmen**

Die für das Haushaltsjahr 1990 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle V B1, Spalte 3, auf 200.000 BEF.

Art. 28 -**C. Ausgaben**

Die in der besagten Rechnung festgestellten Ausgaben belaufen sich auf – BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle V A3, Spalte 4):

Laufende Geschäfte	BEF
Kapitalgeschäfte	BEF

Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 1990 setzen sich wie folgt zusammen:

1. durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel:	100.000.000 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle V B3):	BEF
3. endgültig zu annullieren:	100.000.000 BEF

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 1990 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf – BEF. Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle V B2, Spalte 4).

Art. 29 - Das Endergebnis des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1990, so wie es sich aus den Artikeln 27 und 28 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	200.000 BEF
Ausgaben	– BEF

Das Haushaltsjahr 1990 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 200.000 BEF abgeschlossen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) Sitzungsperiode 2001-2002.

Dokumente des Rates, 301 (2001-2002) Nr. 1 bis 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. Juli 2002.

Diskussion - Abstimmung

—
VERTALING

N. 2002 — 3713

[C - 2002/27966]

8 JULI 2002. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 1990 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

DEEL 1. — Diensten van algemeen bestuur van het Waalse Gewest

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1990 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 6, de som van 34.862.489.148 BEF.

§ 2. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Art. 2. De gesplitste vastleggingskredieten aangewend door de Waalse Gewestraad voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1990 bedragen in totaal 35.222.600.000 BEF, overeenkomstig tabel A, kolom 5.

Dit bij de begrotingsdecreten toegekende bedrag wordt verdeeld als volgt (tabel A, kolommen 1, 2 en 3) :

a. oorspronkelijke begroting	33.223.500.000 BEF
b. kredietaanpassingen : - verhogingen	2.469.200.000 BEF
- verminderingen	470.100.000 BEF

Art. 3. Het totaalbedrag van de vastleggingskredieten verdeeld voor het begrotingsjaar 1990 wordt verminderd overeenkomstig tabel A, kolom 9, met een bedrag van 360.110.852 BEF dat overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit geannuleerd wordt.

Art. 4. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in bovenstaande artikelen 2 en 3 worden de definitieve gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1990 vastgesteld op 34.862.489.148 BEF, som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 6 en 10).

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De voor het begrotingsjaar 1990 ten behoeve van het Waalse Gewest vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van – BEF.

Deze som is als volgt samengesteld :

niet verdeelde ontvangsten	– BEF
lopende ontvangsten	– BEF
kapitaalontvangsten	– BEF
opbrengst van leningen	– BEF

Art. 6. De voor het begrotingsjaar geboekte ontvangsten bedragen in totaal 31.429.989.163 BEF, overeenkomstig tabel B, kolom 4.

Deze som is als volgt samengesteld :

niet verdeelde ontvangsten (lopende en kapitaalontvangsten)	BEF
lopende ontvangsten	77.932.950.670 BEF
kapitaalontvangsten	4.954.541.682 BEF
opbrengst van leningen	– BEF

Art. 7. De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen – BEF (tabel B, kolommen 5, 6 en 7).

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 8. De ten laste van het begrotingsjaar 1990 toegerekende ordonnanceringskredieten worden als volgt vastgesteld (tabel C, kolommen 7, 8 en 9) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten 73.228.746.323 BEF
 samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 4.193.954.374 BEF
 b. prestaties van het lopende jaar 69.034.791.949 BEF
 Ordonnanceringskredieten 6.499.178.385 BEF

samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 1.077.830.804 BEF
 b. prestaties van het lopende jaar 5.421.347.581 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten 3.777.291.261 BEF
 samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 29.934.432 BEF
 b. prestaties van het lopende jaar 3.747.356.829 BEF
 Ordonnanceringskredieten 18.428.227.044 BEF

samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 5.689.318.293 BEF
 b. prestaties van het lopende jaar 12.738.908.751 BEF

Totaal van de ordonnanceringskredieten 101.933.443.013 BEF

Art. 9. De ten laste van het begrotingsjaar 1990 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten 73.224.962.388 BEF
 Ordonnanceringskredieten 6.489.551.777 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten 3.777.266.303 BEF
 Ordonnanceringskredieten 18.427.792.211 BEF

Totaal (tabel C, kolom 10) 101.919.572.679 BEF

Art. 10. De ten laste van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten : 3.783.935 BEF
 Ordonnanceringskredieten 9.626.608 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten 24.958 BEF
 Ordonnanceringskredieten 434.833 BEF

Totaal (tabel C, kolom 11) 13.870.334 BEF

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten beschikbaar gesteld bij en aangewend door de Waalse Gewestraad bedragen (tabel C, kolom 6) :

A. voor de lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	87.654.688.723 BEF
Ordonnanceringskredieten	7.452.000.000 BEF
B. voor de kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	4.655.549.877 BEF
Ordonnanceringskredieten	20.657.600.000 BEF
Totaal	120.419.838.600 BEF

Die bedragen omvatten :

I. De bij de begrotingsdecreten aangewende betalingskredieten die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolommen 2, 3 en 4) :

1. Oorspronkelijke begroting :

A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	67.449.900.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	6.693.800.000 BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	4.030.000.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	20.545.900.000 BEF
Totaal	98.719.600.000 BEF

2. Kredietaanpassingen : netto resultaten :

Verhogingen (positieve resultaten) :

A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	2.992.400.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	888.900.000 BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	110.300.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	119.600.000 BEF
Totaal	4.111.200.000 BEF

Verminderingen (negatieve resultaten) :

A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	95.700.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	130.700.000 BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	287.200.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	7.900.000 BEF
Totaal	521.500.000 BEF

II. De overgedragen betalingskredieten van het begrotingsjaar 1989, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit en de bijzondere bepalingen, die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolom 5) :

A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	17.308.088.723 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	802.449.877 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
Totaal	18.110.538.600 BEF

Art. 12. Het bedrag van de beschikbaar gestelde en voor het begrotingsjaar 1990 verdeelde betalingskredieten wordt verminderd (tabel C, kolommen 13 en 14) :

1. met de niet gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht naar het begrotingsjaar 1990 plaatsvindt overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit :

A. lopende verrichtingen :	
Niet gesplitste kredieten	4.317.343.401 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
B. kapitaalverrichtingen :	
Niet gesplitste kredieten	628.473.807 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
Totaal	4.945.817.208 BEF

2. met de beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd :

A. lopende verrichtingen :

Niet gesplitste kredieten	10.084.004.090 BEF
Ordonnanceringskredieten	952.821.615 BEF

B. kapitaalverrichtingen :

Niet gesplitste kredieten	274.784.809 BEF
Ordonnanceringskredieten	2.229.372.956 BEF
Totaal	13.540.983.470 BEF

De verdeling van de overgedragen kredieten wordt behouden in de begroting 1991.

Art. 13. Aanvullende kredieten worden toegekend ten bedrage van 405.091 BEF tot dekking van uitgaven gedaan buiten of boven de kredieten van het begrotingsjaar 1990 (tabel C, kolom 12).

Art. 14. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 van dit decreet, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1990 als volgt vastgesteld :

A. lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	73.228.746.323 BEF
Ordonnanceringskredieten	6.499.178.385 BEF

B. kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	3.777.291.261 BEF
Ordonnanceringskredieten	18.428.227.044 BEF
Totaal	101.933.443.013 BEF

Die sommen zijn gelijk aan de verrichtingen toegerekend ten laste van het begrotingsjaar overeenkomstig tabel C, kolommen 7 en 15.

Art. 15. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het begrotingsjaar 1990, overeenkomstig bovenstaande artikelen 6 en 14, is het volgende :

Ontvangsten	82.887.492.352 BEF
Uitgaven	101.933.443.013 BEF
Overschot van uitgaven voor het jaar 1990	19.045.950.661 BEF

*HOOFDSTUK III. — Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering
van de bijzondere afdeling van de begroting voor het jaar 1990*

Art. 16. De voor het begrotingsjaar 1990 op de bijzondere afdeling van de begroting geboekte ontvangsten bedragen 2.533.077.777 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel E, kolom 4.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten	1.498.037.257 BEF
kapitaalontvangsten	974.267.249 BEF
Begroting 62 : Buitenlandse Zaken	60.773.271 BEF

Art. 17. De voor het begrotingsjaar 1990 op de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende uitgaven bedragen 2.206.555.481 BEF (tabel E, kolom 7).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende uitgaven	1.261.956.123 BEF
Kapitaaluitgaven	927.847.666 BEF
Begroting 62 : Buitenlandse Zaken	16.751.692 BEF

Art. 18. De ten laste van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1990 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen 2.175.456.370 BEF (tabel E, kolom 5) :

voor de lopende uitgaven :	1.230.857.012 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	927.847.666 BEF
voor de begroting 62 : Buitenlandse Zaken	16.751.692 BEF

Art. 19. De ten laste van de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

voor de lopende uitgaven :	31.099.111 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	— BEF
Totaal (tabel E, kolom 6)	31.099.111 BEF

Art. 20. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1990, overeenkomstig bovenstaande artikelen 16 en 17, is het volgende :

Ontvangsten	2.533.077.777 BEF
Uitgaven	2.206.555.481 BEF
Overschot van ontvangsten voor het jaar 1990	326.522.296 BEF

Het algemene overschot van ontvangsten dat op 1 januari 1990 tot een bedrag van 3.507.057.653 BEF werd vastgesteld, wordt derhalve verhoogd met de som van 326.522.296 BEF.

Als gevolg daarvan werd op 31 december 1990 een overschot van ontvangsten tot een bedrag van 3.833.579.949 BEF vastgesteld.

De saldo's van de artikelen van de bijzondere afdeling (tabel E, kolom 9) worden overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1991.

HOOFDSTUK IV. — *Gecumuleerde resultaten*

Art. 21. De voor alle diensten, begroting en bijzondere afdeling, gecumuleerde resultaten van de begroting 1990 zijn als volgt samengesteld (cf. bovenstaande artikelen 15 en 20) :

Begroting: overschot van uitgaven	19.045.950.661 BEF
Bijzondere afdeling : overschot van ontvangsten	326.522.296 BEF
Totaal : overschot van uitgaven	18.719.428.365 BEF

DEEL 2. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen van de gewestelijke bedrijven die onder het Waalse Gewest ressorteren

TITEL V. — *Gewestelijke bedrijven*

A. *Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau E.R.P.E.*

Het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E)" (Gewestelijk bedrijf voor waterproductie en -toevoer) opgericht bij decreet van 2 juli 1987, heeft de rechten en plichten van de openbare instelling "Complexe du Barrage de Nisramont" op 1 januari 1988 overgenomen overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van bovenvermeld decreet.

De eindregeling van de begroting van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E)" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 1990 :

Art. 22.

A. *Vastleggingen*

De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van de begroting voor het begrotingsjaar 1990 bedragen 239.365.168 BEF (tabel V A2, kolom 4).

De vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van bovenvermelde begroting bedragen 347.300.000 BEF (tabel V A2, kolom 3).

De niet gebruikte vastleggingskredieten, namelijk 107.934.832 BEF, worden geannuleerd (tabel V A2, kolom 5).

Art. 23.

B. *Ontvangsten* :

De voor het begrotingsjaar 1990 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 445.527.135 BEF overeenkomstig tabel V A1, kolom 3.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

lopende verrichtingen	238.167.310 BEF
kapitaalverrichtingen	207.359.825 BEF

Art. 24.

C. *Uitgaven* :

De op genoemde rekening vastgestelde uitgaven bedragen 445.527.135 BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel V A3, kolom 4) :

lopende verrichtingen	238.167.310 BEF
kapitaalverrichtingen	207.359.825 BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1990 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten :	594.600.000 BEF
2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V A4) :	60.294.174 BEF
3. definitief te annuleren :	209.367.039 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1990, op 445.527.135 BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V A3, kolom 4).

Art. 25. Het definitieve resultaat van de begroting 1990, overeenkomstig de artikelen 23 en 24 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten	445.527.135 BEF
Uitgaven	445.527.135 BEF

Het begrotingsjaar 1990 eindigt dus met een nul saldo.

B. Office régional Wallon des déchets (O.R.W.D.) (Waalse gewestelijke dienst voor afvalstoffen)

De eindregeling van de begroting van de "Office régional wallon des déchets" voor het begrotingsjaar 1990 wordt als volgt vastgesteld :

Art. 26.

A. Vastleggingen

De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van de begroting voor het begrotingsjaar 1990 bedragen – BEF (tabel V B2, kolom 4).

De vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van bovenvermelde begroting bedragen 15.000.000 BEF (tabel V B2, kolom 3).

De niet gebruikte vastleggingskredieten, namelijk 15.000.000 BEF, worden geannuleerd (tabel V B2, kolom 5).

Art. 27.

B. Ontvangsten :

De voor het begrotingsjaar 1990 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 200.000 BEF overeenkomstig tabel V B1, kolom 3.

Art. 28.

C. Uitgaven :

De op genoemde rekening vastgestelde uitgaven bedragen – BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel V B2, kolom 4) :

lopende verrichtingen – BEF

kapitaalverrichtingen – BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1990 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten : 100.000.000 BEF

2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V B3) : – BEF

3. definitief te annuleren : 100.000.000 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1990, op – BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V B2, kolom 4).

Art. 29. Het definitieve resultaat van de begroting 1990, overeenkomstig de artikelen 27 en 28 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 200.000 BEF

Uitgaven – BEF

Het begrotingsjaar 1988 eindigt dus met een overschot van ontvangsten van 200.000 BEF.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) Zitting 2001-2002 :

Stukken van de Raad 301 (2001-2002). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 juli 2002.

Bespreking – Stemming.